

## **BURUNDI**

### **Pas de protection de droits humains sans justice**

"Le gouvernement burundais doit lever le voile de l'impunité et prendre des mesures effectives et appropriées pour mettre fin à cette escalade d'homicides commis par les forces armées sur les populations civiles" a dit aujourd'hui à Bujumbura Irene Khan, la secrétaire générale d'Amnesty International.

S'exprimant à la fin de sa visite officielle au Burundi, Irene Khan a affirmé que les officiers militaires commandant les unités responsables de ces tueries doivent être suspendus et qu'une pleine et impartiale enquête indépendante doit être ouverte pour établir les responsabilités individuelles de ces homicides.

Irene Khan a salué les assurances du gouvernement Burundais exprimées à Amnesty International à juger les officiers militaires présumés responsables du récent massacre d'Itaba dans la province de Gitega.

"Pour l'amour des femmes, des enfants et des hommes qui ont été brutalement tués à Itaba, les mots du gouvernement doivent maintenant s'accompagner d'actions concrètes", a-t-elle ajouté.

"Dans le passé, les promesses de ces mêmes autorités d'investiguer d'autres massacres et traduire les présumés coupables devant la justice, se sont rarement matérialisées. Cela a plutôt nourri une culture de l'impunité qui se manifeste malheureusement à travers un cycle de tueries dont Itaba n'est qu'un récent exemple dramatique et tragique".

Exprimant ces profondes préoccupations à propos de cet accroissement dramatique d'homicides commis sur les civils, par l'armée burundaise au cours des mois récents, Irene Khan a insisté que "seule une action ferme du gouvernement pour investiguer et traduire les responsables devant la justice mettra fin à ces négligences criardes pour la vie humaine, les droits humains et les lois humanitaires."

Amnesty International est particulièrement préoccupé que l'accroissement dramatique des tueries de populations civiles surprises en zones de conflit par les forces armées, fait suite aux déclarations publiques du porte parole de l'armée. Les activités des groupes politiques armés ne peuvent, en aucun cas, justifier des violations à l'encontre des populations civiles .

Elle a également exprimé ses vives préoccupations à propos des violences que les groupes politiques armés continuent d'infliger aux populations civiles sans considération de leurs droits les plus élémentaires.

Amnesty international en appelle au gouvernement d'instituer une prompte, impartiale et indépendante investigation de tous les homicides illégaux commis sur des civils; rendre publics les résultats des investigations; juger ceux qui sont soupçonnés d'être impliqués à tous les niveaux en accord avec les normes internationales sans toutefois recourir à la peine de mort; de protéger pleinement tous les témoins contre toutes menaces ou représailles; suspendre tous les officiers militaires responsables d'unités, impliqués dans ces homicides, et ceci pendant que l'enquête est en cours.

"Le peuple burundais a besoin d'une direction courageuse et honnête qui respecte les droits humains. L'histoire a montré qu'il ne peut y avoir de paix durable au Burundi sans une justice et un respect des droits humains pour tous. J'en appelle au gouvernement et aux groupes politiques armés d'arrêter le cycle des tueries et de mettre fin à l'impunité et de respecter le droit international

humanitaire. J'exhorte la communauté internationale à ne pas ignorer la situation au Burundi", a renchéri Irene Khan.

### **Historique**

La Secrétaire générale d'Amnesty a conduit une mission de haut niveau au Burundi du 22-26 Septembre 2002 pour discuter avec le gouvernement du Burundi des graves violations de droits humains, des innombrables homicides commis sur des civiles, les cas de torture, de détention prolongée et la situation des enfants.

En dehors de Bujumbura, la délégation s'est rendue à Gitega et Ngozi et a pu rencontrer de hautes personnalités du gouvernement notamment le Président, le vice Président, les ministres de la justice, de l'intérieur et de la sécurité publique, celui des droits de l'homme et le chef d'état major de l'armée.

La délégation a aussi rencontré les présidents de l'assemblée nationale et du sénat, les défenseurs des droits humains, des représentants de la société civile et les victimes des violations.

La délégation a recueilli des informations indiquant qu'un grand nombre de civils, notamment des femmes des enfants, furent délibérément massacrés à Itaba dans la province de Gitega par l'armée burundaise le 9 Septembre 2002. Le gouvernement n'a pas nié ces informations.

Le massacre d'Itaba était, en fait, prévisible. Dans un rapport publié en Juin 2002, Amnesty International a réuni des cas d'exécutions extrajudiciaires systématiques tant par les troupes gouvernementales que par les groupes politiques armés.

Très peu de ces incidents ont été investigués. Nul n'a jamais été tenu responsable et le voile de l'impunité a encouragé ce cycle de tueries. Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement n'a pas appliqué les recommandations de ce rapport.

/FIN

\*\*\*\*\*

Vous pouvez également contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, UK, on +44 20 7413 5566. Amnesty International, 1 Easton St., WC1X 0DW. web: <http://www.amnesty.org>

For latest human rights news view <http://news.amnesty.org>